



Ministère de l'Economie et de la Relance

Communiqué de presse

Libreville, le 3 novembre 2020 – A l'initiative de Bruno LE MAIRE, ministre de l'Economie, des Finances et de la Relance de la République française, M. Jean-Marie OGANDAGA, ministre de l'Economie et de la Relance, a pris part à une séance de travail en visioconférence avec les ministres des finances, les présidents des institutions régionales et les gouverneurs des banques centrales de la France, l'UEMOA, de la CEMAC et de l'Union des Comores, ce lundi 2 novembre 2020.

Dans un contexte marqué par la pandémie de la Covid-19, l'impact de la crise économique au niveau des trois zones a été massif et les réponses rapides portées par les Gouvernements et les banques centrales ont été décisives pour y faire face. Les participants à la réunion ont souligné la pertinence de la réponse multilatérale pour soutenir les politiques des pays en développement, notamment à travers les financements d'urgence proposés par les institutions financières internationales. Ils se sont félicités du prolongement de l'initiative pour la suspension du service de la dette, initiée dans le cadre du Club de Paris et du G20. Ils ont salué la perspective de l'adoption par le G20 et le Club de Paris d'un cadre commun de traitement de la dette.

Les ministres des Finances, les présidents des institutions régionales et les gouverneurs des banques centrales ont rappelé l'importance de bénéficier de plans de soutien agréés et coordonnés au sein de chaque zone, ainsi que d'une bonne coordination entre les partenaires techniques et financiers notamment, le FMI et la Banque mondiale. Ils ont insisté sur la nécessité de la bonne mise en œuvre des programmes de soutien afin de garder le cap d'une croissance inclusive et soutenable et de préserver la confiance des partenaires.

En outre, la nécessité de maintenir une trajectoire de dette soutenable et de mobiliser des sources de financement à long terme, a été rappelée. Les ministres ont salué l'organisation d'un Sommet sur le financement des économies africaines à Paris en mai 2021 pour réfléchir ensemble à ce sujet et y apporter une réponse.

Par ailleurs, la pandémie de Covid-19 a également perturbé les politiques de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme. En conséquence, les participants ont approuvé le report d'un an de l'échéance du Plan d'action anti-blanchiment, qui devait arriver à son terme en décembre 2020. Ils ont également donné leur accord à l'adhésion de la Commission de Surveillance du Marché financier de la CEMAC (COSUMAF) et du Conseil régional de l'épargne publique et des marchés financiers de l'UEMOA (CREPMF) en tant que membres du Comité de liaison anti-blanchiment (CLAB).

Les ministres des Finances, les présidents des institutions régionales et les gouverneurs des banques centrales ont enfin, souligné la nécessité de poursuivre la mise en œuvre des mesures permettant de renforcer l'intégration régionale, facteur de résilience et de solidarité des États face aux chocs exogènes, dans un contexte sécuritaire régional difficile et un environnement économique international incertain. À ce titre, les participants réitèrent l'importance de se réunir d'ici la fin du premier semestre 2021. **FIN**

Communication Gouvernementale

f : @CommunicationGOUVGA

t : Comgouv_GA

●● : Comgouv_GA

✉ : communication.gouvernementale@gouv.ga